

Les crédits

toutes nos petites entreprises ne sont pas en position de faire de la concurrence.

De plus, monsieur le Président, la TPS est le dernier clou dans une politique fiscale et monétaire qui mène le Canada, pour la première fois dans l'histoire, dans une récession actuellement faite au Canada. Quelle est la réponse du ministre des Finances? Aujourd'hui, son collègue, le ministre du Commerce extérieur, a prétendu que, par exemple, quand on parle de la grande entreprise de l'agriculture au Canada... et quelle était sa réponse aujourd'hui, à la suite des questions posées sur la politique des négociations sur les *marketing boards*, quelle était sa réponse? Il riait à la Chambre. Il disait que l'on donne trop d'argent à nos fermiers, à nos agriculteurs. J'ai entendu cela de mes propres oreilles.

M. Charest: Oh, oh!

Mme Copps: L'ex-ministre, le député de Sherbrooke, n'était pas ici, mais moi, j'y étais. J'ai compris les paroles de M. Crosbie, qui a dit en pleine face, avec l'appui du ministre de l'Agriculture et le premier ministre, qu'on donne trop de subventions à notre communauté agricole. Mais j'espère bien qu'il aura le courage de faire un débat, un discours devant l'UPA et qu'il va dire la même chose. Parce que s'il y a des politiciens du côté du gouvernement qui comprennent la politique actuelle sur le commerce international, on saura fort bien qu'on est en train de faire crever la ferme familiale à travers le pays. Avec la décision du gouvernement sur la question des produits laitiers, on sait qu'on va perdre des milliers d'emplois, pas seulement dans la province de Québec, mais à travers le Canada, en ce qui concerne les quotas laitiers. Et quelle est la réponse du gouvernement? Sur la politique fiscale, il nous frappe avec la TPS.

Sur la politique monétaire, il crée une situation qui fait que nous, un pays qui a toujours été très dépendant sur le commerce extérieur, nous ne sommes plus capables de faire concurrence aux États-Unis parce que nos taux d'intérêt, nos taux de prêts réels sont cinq points plus élevés que ceux des États-Unis. Quand il y a des investissements à faire, où est-ce que les hommes et les femmes d'entreprises vont les faire? C'est certain qu'ils ne vont pas les faire ici au Canada. Et le ministre prétend qu'il fait tout son possible pour justement corriger le problème de dépenses au niveau du gouvernement. Mais, monsieur le Président, je vais vous dire une chose. Cela fait à peine quelques semaines que je suis critique en matière d'industrie. Depuis ce temps-là, j'essaie de m'informer au sujet des milliards de dollars canadiens payés par les contribuables pour des compagnies canadiennes qui sont en train actuellement de déménager aux États-Unis. Vous savez, monsieur le Président, c'est incroyable, mais

nous autres, comme députés même, nous n'avons pas le droit de regarder dans les livres des compagnies qui reçoivent des fonds des «payeurs de taxes». On vient nous demander de fouiller un peu plus profondément dans nos poches, mais on ne demande pas la même chose des entreprises qui ont même reçu des bons directement et des subventions du gouvernement fédéral. Je pense qu'il y a quand même un certain manque de compréhension.

• (1710)

[Traduction]

La position du gouvernement est un peu illogique. Je peux vous dire que je pourrais lire—comme la plupart des députés, j'en suis sûr—des dizaines de lettres sur les souffrances que le gouvernement pourrait causer avec sa TPS.

Je voudrais prendre quelques instants seulement pour signaler quelques réels problèmes de la mesure actuelle. Je suis sûre que la plupart d'entre vous croient, par exemple, que les soins médicaux ne devraient pas être taxés. Monsieur le Président, savez-vous qu'avec la TPS dans sa forme actuelle, vous serez taxé si vous amenez votre chien dans une clinique vétérinaire pour le faire vacciner contre la rage. Voulons-nous vraiment créer une situation où vous devez payer une taxe pour empêcher que votre enfant ne soit mordu par un chien enragé?

Certains savent certainement que la maladie de Lyme sévit dans certaines parties du sud-ouest de l'Ontario et ailleurs au pays. Nous devons avoir une politique qui ne dissuade pas les propriétaires d'animaux domestiques de les faire vacciner. Actuellement, la loi prévoit que tous ceux qui ont un chien ou un chat paieront la taxe sur les mesures préventives comme la castration, les vaccinations, etc.

Il y a des incohérences dans l'application de la taxe aux hôpitaux, qui devront l'acquitter sur certains produits et services qu'ils achètent, mais en plus, c'est une taxe sur une taxe qui représentera des centaines de millions de dollars dans un secteur que les Canadiens ont toujours cru exempt de taxes.

Je sais bien qu'il y a peu de chances que le ministre des Finances accepte cette résolution, mais je voudrais tout de même répéter la demande que j'ai faite à son collègue. C'est une simple résolution qui condamne une politique gouvernementale à l'origine des licenciements que l'on a vus la semaine dernière. Dans l'ensemble du pays, 8500 employés ont reçu un avis de licenciement. Si vous lisez le livre récemment publié par Maude Barlow, monsieur le Président, vous verrez que l'an dernier seulement, les